infOGM

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Des cultures illégales de soja OGM en Tunisie révélées par des tests ADN

Par inkyfada et Christophe NOISETTE

Publié le 31/07/2025, modifié le 27/03/2026

Présentée comme une réponse à la crise fourragère, une nouvelle culture s'installe discrètement dans les champs tunisiens. Derrière le soja, des semences génétiquement modifiées sont introduites sans encadrement, dans un silence institutionnel total.



« *Surprise de la saison : première expérience de culture du soja en Tunisie, dans le gouvernorat de Zaghouan* ». En ce mois de juin 2023, Mohamed Ben Khalifa, vice-président de l'URAP, la branche régionale de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP) – premier syndicat agricole du pays – à Zaghouan, affiche fièrement sur son compte Facebook les photos de plants verdoyants de soja, semés pour la première fois quelques mois plus tôt dans les terres fertiles de Bir Mecherga (Zaghouan), au nord-ouest du pays.

Un jeune technicien agricole, Atef Jemli, qui a supervisé l'expérience, partage lui aussi son optimisme sur sa page, posant tout sourire devant ce même champ : « *à tous ceux qui doutaient du succès de l'expérience [...] les résultats sont fantastiques* ».

La nouvelle fait rapidement des émules sur les réseaux sociaux. Pendant plusieurs mois, la tendance prend et les cercles agricoles en ligne semblent s'arracher ces nouvelles semences. La raison invoquée par les promoteurs de cette nouvelle culture : répondre à la crise des ressources fourragères, servant à nourrir le bétail, qui frappe le monde agricole depuis plusieurs années.

« *Le message que l'on veut envoyer est qu'il est possible de cultiver localement, en Tunisie, du soja à bas coût [...] on appelle l'État tunisien à investir dans cette filière* », lance le représentant de l'Union régionale de l'Agriculture et de la Pêche (URAP) de Zaghouan dans une interview filmée.

« *Nous utilisons la technique du goutte-à-goutte, la culture du soja a nécessité très peu d'eau* », assure-t-il dans la foulée. La promotion de cette culture pleine de promesses est même relayée par la télévision publique.

Ce que tous omettent pourtant de dire est que ces semences sont en réalité génétiquement modifiées (OGM), résistantes à divers herbicides, tel que l'ont révélé les analyses menées en laboratoire par Christophe Noisette, journaliste spécialisé sur les OGM, et des journalistes d'*Inkyfada*. Cultivées depuis la fin des années 1990, les cultures transgéniques (OGM) sont un nouvel outil au service d'une agriculture intensive. Cantonnées à quelques espèces (maïs, soja, coton, colza), elles sont principalement cultivées en Amérique du Nord et du Sud, et interdites dans la plupart des pays européens, en raison de leurs impacts négatifs avérés[1]. Ces variétés rendues tolérantes à des herbicides ont *de facto* augmenté la quantité d'herbicides pulvérisés, avec toutes les conséquences sur la santé humaine, la faune et la flore…

Soja OGM en Tunisie : silence ça pousse

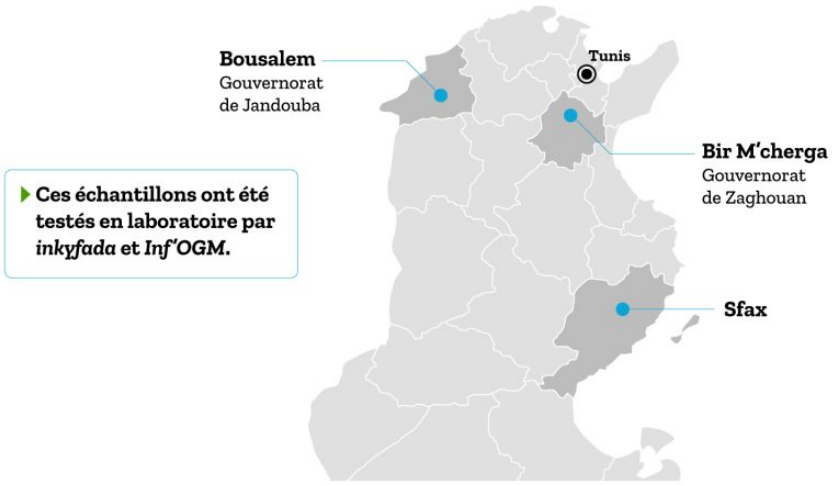
L'expérience de Zaghouan n'est pas un cas isolé. Un peu partout dans le pays, notamment dans les régions fertiles de Béja et Jendouba, les initiatives visant à introduire la culture du soja se sont multipliées entre 2023 et 2024. Sur les étalages des marchés, ces semences étrangères se trouvent sans difficultés et sans qu'aucun contrôle ne soit réalisé.

Des réunions d'information et des conférences de presse sont également organisées par l'URAP dans plusieurs régions, telles qu'à Sidi Bouzid, dans l'optique d'inciter les agriculteurs et agricultrices à cultiver le soja pour combattre « *les fluctuations difficiles [...] et atteindre l'autosuffisance en alimentation pour le bétail* ». Dans sa réponse aux sollicitations d'*inkyfada*, le bureau national de l'UTAP, par la voix de Mnawar Sghairi, directeur de l'Unité de production animale, se désolidarise néanmoins de cette pratique émergente : « *Il s'agit d'initiatives isolées et amatrices* ». Mohamed Ben Khalifa, de l'URAP Zaghouan, n'a quant à lui pas souhaité répondre aux sollicitations d'*inkyfada*.

Par le biais d'analyses en laboratoire réalisées en Tunisie puis en France à partir de trois échantillons de semences de soja prélevés dans les régions de Boussalem (Jendouba), Zaghouan (Bir Mcherga) et Sfax, notre enquête révèle la nature OGM de ces semences distribuées aux agriculteurs et agricultrices tunisiens rencontrés.

Carte des lieux de prélèvement des échantillons de semences OGM de soja, cultivés entre 2023 et 2024 en Tunisie

inkyfada



Les cultures transgéniques actuellement cultivées dans le monde sont de deux ordres : elles sont génétiquement modifiées pour soit tolérer des pulvérisations d'herbicide (RounpUp, par exemple), soit pour produire un insecticide (les plantes Bt).

La première analyse, réalisée en Tunisie, permet de confirmer la nature transgénique de ces lots. La deuxième, réalisée en France, permet d'identifier plus précisément les modifications à l'œuvre et de déterminer que les échantillons de soja récoltés sont tolérants à plusieurs herbicides (glyphosate, glufosinate-ammonium, 2, 4-D et dicamba) et produisent plusieurs insecticides contre des lépidoptères (papillons). Ces transgènes appartiennent à plusieurs multinationales des biotechnologies : Monsanto (Bayer), BASF, Dow AgroSciences.

Types de soja OGM détectés dans les lots de semences analysés

inkyfada

Laboratoires	Transgènes	Pays où le transgène est autorisé
MONSANTO	40-3-2	Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili (pour la production de semence/exportation), Costa Rica, Japon, Mexique, Paraguay, Afrique du Sud, USA, Uruguay
	MON87701	Argentine, Brésil, USA
	MON87708	Brésil, Canada, Japon, USA
	MON89788	Canada, Costa Rica, Japon, USA, Uruguay
Dow AgroSciences	DAS-44406-6	Argentine, Brésil, Canada, Japon, USA
	DAS-81419-2	Argentine, Brésil, Canada, Mexique, USA
BAYER	A5547-127	Argentine, Brésil, Canada, Japon, USA, Uruguay

La France a par exemple interdit la culture du maïs OGM Bt, justifiant qu'il avait une action insecticide trop large, puisque des insectes non-cibles étaient malgré tout tués. Sur la santé humaine, spécifiquement, il est actuellement impossible de conclure, les protocoles d'évaluation n'étant pas de nature à déterminer une innocuité ou une nocivité. Les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture n'ont pas donné suite aux sollicitations d'*inkyfada*.

Les apprentis sorciers de la culture de soja OGM

Parmi les distributeurs de ces semences OGM en Tunisie, une « *entreprise* » en particulier fait l'objet de toutes les louanges des apprentis cultivateurs de soja : WA Soja Tunisie, fournisseur de « *semences brésiliennes originales* », telle que se décrivait la structure. Établie dans le gouvernorat de Jendouba, elle promeut *via* sa page Facebook – aujourd'hui supprimée – ses semences de soja transgénique Intacta RR2 Pro, importées du Brésil. Cette marque a été mise au point par Monsanto – depuis rachetée par la multinationale agrochimique Bayer – et contient deux des transgènes détectés dans nos analyses.

Intacta RR2 Pro est un OGM qui permet de « *tolérer* » le glyphosate, l'agent actif du RoundUp, et de produire un insecticide contre les lépidoptères, principaux papillons ravageurs d'Amérique du Sud. La culture des semences Intacta RR2 Pro est uniquement autorisée en Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). Au Brésil, elle représente aujourd'hui environ deux tiers des cultures de soja génétiquement modifié du pays[2].



Semences de soja récupérées par *inkyfada* dans le nord-ouest tunisien.

À la gestion de WA Soja Tunisie, Amal Sallami, une jeune femme originaire de Jendouba, au profil académique affiché sur son compte Facebook peu commun pour une agricultrice : diplômée en changement climatique de la Earth University au Costa Rica et de la Georgetown University au Qatar, adjudicatrice au Centre international pour le règlement des différends (CIRD) et juge de catégorie A au sein de la Cour internationale de Justice.

La jeune agricultrice avait publié un certificat de formation à la culture de soja délivré par la FEMARH (Fondation pour l'environnement et les ressources hydriques de l'État de Roraima), au Brésil – un document à l'authenticité douteuse, car le tampon diffère de celui figurant sur l'exemplaire officiel, accessible en ligne.

En 2020, elle a participé à un colloque organisé par le « *Comité Stratégique du Soja au Brésil* » et a aussi été invitée à intervenir à distance à un colloque organisé au Paraguay et financé par des entreprises multinationales agro-industrielles, telles que Corteva, un géant de la production de produits phytopharmaceutiques et de semences agricoles.

Courant 2023-2024, elle a par ailleurs animé certains événements organisés par les branches régionales de l'UTAP pour sensibiliser et encourager les agriculteurs à la culture du soja, avant de disparaître des réseaux et de cesser toute activité de promotion. Rencontrée par *inkyfada*, elle n'a jamais souhaité indiquer la provenance précise des semences distribuées aux agriculteurs et agricultrices, ni l'identité de son « *patron* ».



Toute aussi opaque que sa gérante, l'entreprise WA Soja Tunisie a, elle aussi, brutalement disparu des réseaux au cours de l'année 2024, après y avoir été très active. Son existence est désormais introuvable en ligne, ne dispose d'aucun local officiel, et ne figure pas au Registre national des entreprises.

Le flou institutionnel sur les OGM : porte ouverte au fait accompli

En Tunisie, aucun cadre légal n'existe à ce jour pour encadrer l'usage des OGM et les quelques tentatives de réglementer l'importation et l'usage de ces semences transgéniques ont toutes échoué. Un projet de loi sur la biosécurité a été proposé en 2014, issu d'un programme conjoint du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et du Fonds pour l'Environnement Mondial, pour lequel le pays avait reçu près d'[un million de dollars3]. Malgré ces moyens importants, aucune loi n'a formellement été adoptée.

La Tunisie a toutefois ratifié le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques en 2002, et est de ce fait tenue de contrôler l'usage des OGM et de réduire les risques présentés par les biotechnologies sur la biodiversité[4].

Mais en l'absence de cadre réglementaire, un flou juridique persiste et pose la question de la légalité des importations d'OGM, qui, dans l'Union européenne et de nombreux autres pays, doivent être évaluées et autorisées avant importation.

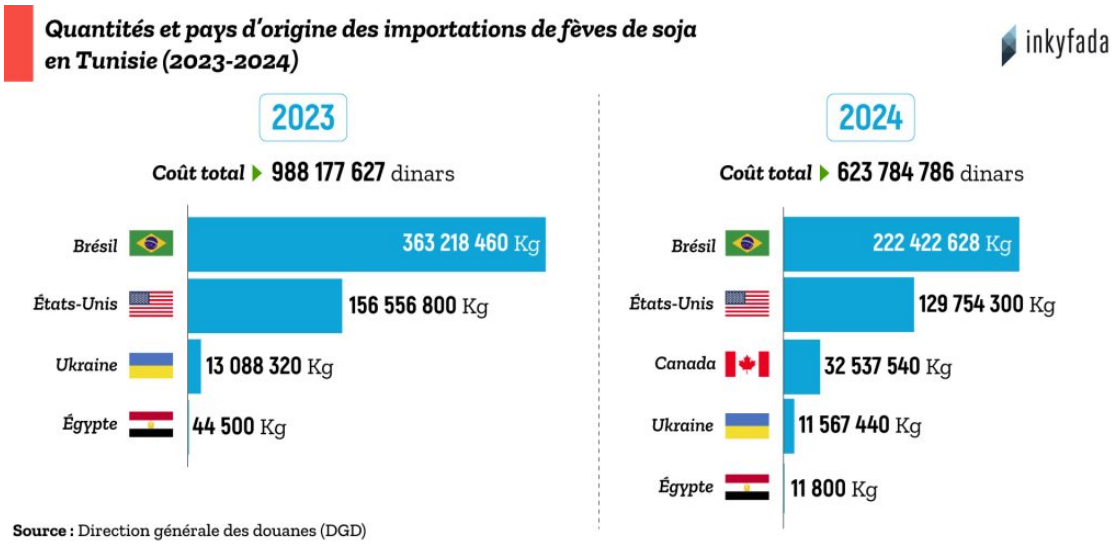
« *En l'absence de réglementation, rien n'oblige de tels contrôles ni de dispositifs de prévention des risques que peuvent engendrer les OGM* », commente Rim Mathlouthi, militante pour une agriculture durable et responsable, et ex-présidente de l'Association tunisienne de permaculture.

La Banque nationale des gènes, dont l'une des missions principales est la préservation du patrimoine biologique, a été sollicitée à plusieurs reprises. Bien qu'elle ait reçu, à titre volontaire,

des échantillons de soja OGM collectés par les équipes d' *inkyfada*, elle n'a donné aucune suite ni communiqué d'éventuels résultats d'analyse. Le soja est formellement interdit à la culture, peu importe sa nature : aucune variété de soja n'est inscrite au catalogue officiel des semences. « *Il n'est donc pas censé être cultivé en Tunisie* », affirme Fethi Ben Khelifa, porte-parole de l'UTAP, un agriculteur ne pouvant cultiver que des variétés ayant préalablement été analysées par les services de l'État.

La Tunisie importe par ailleurs déjà de grandes quantités de soja – près de 400 000 tonnes en 2024 – principalement du Brésil, des États-Unis et d'Argentine, où plus de 95% du soja cultivé est génétiquement modifié, rendant plus que probable le fait que le soja importé soit OGM.

Ces fèves sont destinées à être transformées en tourteaux (pour l'alimentation animale) et en huile alimentaire par Carthage Grains, l'unique société en capacité de les transformer.



Le soja a la particularité d'être à la fois la semence et le produit final. Les semences retrouvées dans les champs du nord-ouest tunisien sont-elles issues d'un détournement des fèves importées ? Relèvent-elles d'un autre réseau d'importation ?

Dans l'histoire récente des OGM, plusieurs pays se sont vus autoriser leur culture du fait d'une présence massive de ces variétés transgéniques, introduites illégalement, telles que le coton OGM en Inde ou le soja OGM au Brésil[5]. Après des années de cultures illégales, le Brésil est devenu le deuxième producteur d'OGM au monde. En Tunisie, le silence des institutions persiste : « *nous avons la preuve de la présence d'OGM dans nos champs depuis plusieurs années, mais la question est très sensible et nous préférons la traiter dans la discrétion* », confiait un ancien responsable de la Banque des gènes.

De son côté, Leith Ben Becheur, agriculteur et ex-président du Syndicat des agriculteurs de Tunisie (SYNAGRI), est catégorique : « *qu'elle soit OGM ou non, la culture du soja n'est pas adaptée à notre climat, est trop exigeante en eau et n'est pas rentable économiquement. Elle n'a aucun avenir en Tunisie* ».

- + « Quels sont les risques des OGM pour l'environnement ? », *Inf'OGM*.
- + Denis Meshaka, « Brésil : fin de partie pour un brevet soja OGM de Bayer ? », *Inf'OGM*, 6 mars 2023.
- + Programme des Nations Unies pour l'Environnement, « Capacity Building for the Implementation of the National Biosafety Framework ».

- + « Le Protocole de Cartagena sur les OGM », *Inf'OGM*.
- + Eric Meunier et Christophe Noisette, « 2002 – OGM : le calme avant la tempête », *Inf'OGM*, 31 décembre 2002.

NOTE Cet article a été écrit en respectant une grammaire sensible au genre. Cette enquête a été réalisée en collaboration avec Christophe Noisette. Contactés à plusieurs reprises dans le cadre de cette enquête, l'URAP Zaghouan, les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture et la Banque nationale des gènes n'ont pas donné suite aux sollicitations d'inkyfada et de Christophe Noisette. Une date limite de réponse leur avait été communiquée, conformément aux principes du droit de réponse. *Inkyfada* et Christophe Noisette ont bénéficié du soutien financier du Journalismfund Europe pour réaliser cette enquête.

Adresse de cet article : https://infogm.org/des-cultures-illegales-de-soja-ogm-en-tunisie-revelees-par-des-tests-adn/